

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
N° 2.24 /2022

Séance du 28 juin 2022

Régulièrement convoquée le 17 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 28 juin à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Annick BONNET (suppléante de M. Hervé ANDEOL), Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (jusqu'à la délibération 5.01 inclus), M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marie-Josée GAUBERT (suppléante de M. Allain DORLHIAC), Mme Cécile GILLET, Mme Corinne HERAUDEAU, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération 2.16), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOUAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Françoise CAPMAL (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), M. Julien DECORTE (pouvoir à Mme Émeline MEHUKAJ), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Marielle FIGUET (pouvoir à M. Éric PHELIPPEAU), M. Jacky GOUTIN (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOUAR), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à V. ARNAVON), M. Dorian PLUMEL (pouvoir M. Laurent CHAUVEAU).

EXCUSÉS : Mme Josiane DUMAS.

ABSENTS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (à partir de la délibération 5.02), M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération 2.15 inclus), M. Norbert GRAVES, Mme Danièle JALAT, Mme Sandrine MAGNETTE, Mme Maryline ROISSAC, Mme Demet YEDILI.

Secrétaire de séance : Mme Aurore DESRAYAUD

2.24 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

Madame Valérie ARNAVON, Vice-présidente, rapporteur expose à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, nouvellement codifié à l'article L.313-1 du Code de la Fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services (création, suppression, modification de la durée hebdomadaire d'un poste), étant précisé qu'en cas de suppression de poste ou modification de la durée hebdomadaire (modification supérieure à 10% pour un emploi à temps non complet), la décision est soumise à l'avis préalable du Comité technique.

C'est dans ces conditions qu'il est proposé au Conseil communautaire, les créations et modifications de postes suivantes pour le Conservatoire intercommunal « Musiques et Théâtre » de Montélimar-Agglomération,

Montélimar-Agglomération souhaite repenser sa politique d'éducation artistique et culturelle dans le cadre notamment du nouveau projet d'établissement du Conservatoire intercommunal.

Aussi, il vous est proposé de créer quatre emplois d'intervenant(e)s en milieu scolaire à temps complet (20h) relevant des grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^e classe à assistant d'enseignement artistique principal de 1^e classe. Les missions correspondantes étaient jusqu'à ce jour assurées dans le cadre d'un partenariat avec une association prestataire. Ce partenariat prend fin le 6 juillet 2022.

Il vous est également proposé, dans le cadre de la création d'une classe nouvelle, de créer un emploi d'enseignant Conservatoire à temps non complet (4h) relevant des grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^e classe à assistant d'enseignement artistique principal de 1^e classe.

L'autorité territoriale est chargée de procéder au recrutement de fonctionnaires sur ces emplois et de prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ces emplois permanents peuvent également être pourvu par des agents contractuels de droit public sur le fondement de l'article L. 332-8 du Code général de la fonction publique, sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la législation et en considération des besoins de service.

Dans ce cas, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B justifiant des qualifications requises pour ce type d'emploi ou d'une expérience significative dans ces mêmes fonctions. Le niveau de rémunération sera calculé par référence au cadre d'emploi des assistant d'enseignement artistique territoriaux et complété par le régime indemnitaire en vigueur au sein de Montélimar-Agglomération.

Par ailleurs, le Conservatoire intercommunal « Musiques et Théâtre » de Montélimar-Agglomération a mis en évidence la nécessité de modifier :

- la quotité d'heures d'un emploi à temps non complet d'un enseignant (assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe) initialement fixée à 10h par semaine et de porter à 12h hebdomadaire ladite quotité d'heures, soit une augmentation inférieure à 10% de la quotité d'heure hebdomadaire.
- la quotité d'heures d'un emploi à temps non complet d'un enseignant (assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe) initialement fixée à 19h par semaine et de porter à temps complet 20h hebdomadaire ladite quotité d'heure, soit une augmentation inférieure à 10% de la quotité d'heures hebdomadaire.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et L.5211-9, R.2313-3 et L.2313-1,

Vu le Code de la fonction publique et notamment ses articles L. L.313-1 et L. 332-8.
Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 4 novembre 2021 portant partie législative du Code général de la fonction publique,

Vu la délibération n°1.2/2016 du Conseil communautaire du 26 septembre 2016 définissant l'intérêt communautaire de Montélimar-Agglomération,

Vu la délibération n°2.10 du 9 novembre 2021 portant Tableau des emplois de la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération,

Vu la délibération n°1.08 du 9 mars 2022 portant modification du tableau des emplois de la Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération.

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'APPROUVER la création de quatre emplois à temps complet d'intervenant(e)s en milieu scolaire et d'un emploi à temps non complet (4h) d'enseignant Conservatoire relevant des grades d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^e classe à assistant d'enseignement artistique principal de 1^{ère} classe étant précisé que ces postes pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public sur le fondement de l'article L. 332-8 du Code général de la fonction publique, sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la législation et en considération des besoins de service,

D'APPROUVER la modification de la quotité d'heures hebdomadaire d'un emploi à temps non complet d'enseignant Conservatoire initialement fixée à 10h00 à 12h00 (soit une hausse de moins de 10% de la quotité d'heures), de la quotité d'heures hebdomadaire d'un emploi à temps non complet d'enseignant Conservatoire initialement fixée à 19h00 à 20h00 (temps complet),

D'APPROUVER la modification du Tableau des emplois en conséquence,

DE DIRE que les crédits correspondants sont inscrits au Budget général, compte 012,

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Ont signé le Président et le Secrétaire de séance,

Suivent les signatures

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 04 juillet 2022.

Le Président

Julien CORNILLET